



Alliance pour Refonder la Gouvernance en
Afrique (**ARGA-Mali**)

ARGA-Mali

Faladiè

Rue : 816/ Porte : 1350

Tel : (00223) 76288113/ 78939978

BP : E 867 Bamako/ Mali

Email: arga.mali.gouvernance@gmail.com

Site web: www.afrique-gouvernance.net

www.gouvernance-sahel.net

Bamako/ Mali

Revue documentaire sur les modes de gouvernance dans les zones sous
l'influence des groupes Djihadistes au Mali

Rapporteur
Modibo Yacouba DIARRA

Février 2020

I. Aperçu général sur l'évolution de la crise au Mali

Le Mali de son indépendance à nos jours, plusieurs rébellions se sont succédées (1963, 1990 ; 2006 et 2012). « *L'implantation au Mali de groupes armés djihadistes remonte au début des années 2000 avec l'arrivée dans le Nord du pays d'éléments du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) provenant d'Algérie à la recherche de zones de repli. Devenu Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) en 2007 après avoir prêté allégeance à Al-Qaïda, le groupe a consolidé sa présence avec la création de katibas (unités combattantes) sahéliennes ainsi que la constitution de bases arrière. En 2012, après le lancement de la rébellion en janvier par le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) et le coup d'État intervenu à Bamako le 22 mars 2012, ces groupes ont pris le contrôle des trois régions du Nord (Tombouctou, Gao, Kidal) et d'une partie du Centre du pays. Durant cette occupation, il a été rapporté que de nombreux jeunes ont rejoint les rangs d'AQMI, du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et d'Ansar Dine.* »¹

« *Le Mali a connu une triple crise en 2012 : une crise sécuritaire, qui s'est manifestée par l'annexion de deux tiers de son territoire, jusqu'en janvier 2013 ; une crise politique, avec un coup d'État suivi d'un retour heurté à la légalité constitutionnelle ; une crise humanitaire, avec l'exode de plusieurs centaines de milliers de déplacés dans les régions du Sud (Mopti, Kayes, Ségou et Sikasso) et de réfugiés dans les pays voisins (Burkina Faso, Mauritanie, Algérie et Niger).* »²

Cette crise multidimensionnelle dans laquelle nous sommes depuis 2012 est la crise qui a fait plus de victimes et de déplacés. Depuis son déclenchement, elle s'épand dans les régions du centre et tout comme celles du sud. « *Le centre du pays, qui marquait la séparation entre le « nord », placé sous le joug des djihadistes, et le « sud », administré par l'État, n'a pas été exposé au même degré à ces troubles, mais ses populations en ont subi les conséquences de manière très concrète : désertion des représentants de l'État et donc des services (hormis quelques postes militaires), multiplication des actes de banditisme, détérioration de la situation économique (avec notamment l'effondrement du tourisme, qui avait jusqu'alors résisté dans la ville de Mopti et dans le pays dogon), pénétration des militants djihadistes... L'on a alors*

¹ Institut d'étude de sécurité, Jeunes « djihadistes » au Mali Guidés par la foi ou par les circonstances ? note d'analyse 89, Aout 2016

² Adam Thiam ; Centre du Mali : enjeux et dangers d'une crise négligée :

assisté, dans un quasi huis-clos, à la banalisation de la violence et à l'émergence de nouveaux acteurs locaux, armés pour la plupart. La partie la plus orientale de la région de Mopti (cercles de Douentza et Youwarou) a été la plus directement impactée par la présence des groupes armés. Désertée par les forces de sécurité et par les agents de l'État, elle a été rapidement investie par les hommes du MNLA, puis par ceux du Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO). »

« Le centre du Mali est depuis 2015 touché, lui aussi, par la fièvre djihadiste. Menée par un homme issu de la région, le prêcheur djihadiste Amadou Koufa, l'insurrection a gagné en terrain et en intensité jusqu'à plonger de larges zones des régions de Mopti et de Ségou, notamment le Nampalari, le Macina, le Seno et le Hayré, dans un conflit meurtrier d'une intensité inconnue jusque-là dans cette zone, même lors des débuts de l'insurrection touarègue et djihadiste de 2012-2013. En 2012, le centre du pays, qui marquait la séparation entre le « nord », placé sous le joug des djihadistes, et le « sud », administré par l'État, n'a pas été exposé au même degré aux violences, mais ses populations en ont subi les conséquences de manière très concrète : désertion des représentants de l'État, multiplication des actes de banditisme, détérioration de la situation économique, pénétration des militants djihadistes...

L'on a alors assisté, dans un quasi huis-clos, à la banalisation de la violence et à l'émergence de nouveaux acteurs locaux, armés pour la plupart, parmi lesquels la katiba Macina, qui a mené sa première opération en janvier 2015. Celui qui dirige les « hommes de la brousse » de la katiba Macina n'est pas un inconnu. Depuis au moins 2008, Amadou Koufa est un compagnon de route de Iyad Al Galy le chef du Jama'a Nusrat ul-Islam wa al-Muslimin (JNIM,) la nouvelle joint-venture d'AQMI au Mali et au Sahel et qui regroupe les principaux groupes armés djihadistes et terroristes présents au nord du Mali (AQMI, Al Mourabitoune, Ansar Dine, et certains éléments du MUJAO) à l'exception de leur « concurrent » de l'État islamique du grand Sahara (EIGS). Cette « franchise régionale » a permis à cette rébellion essentiellement rurale et locale de faire son entrée dans le djihad global et d'obtenir de ses alliés un soutien logistique (matériels, instructeurs, armes, etc.) et politique (visibilité, résonance médiatique et politique, etc.). »³

³ Fédération Internationale des Droits de l'homme ; Dans le centre du Mali, les populations prises au piège du terrorisme et du contreterrorisme. Rapport d'enquête

II. Les modes gouvernance dans les zones sous l'influence des groupes Djihadistes

Dans le centre du Mali les djihadistes se sont installés progressivement depuis 2013. *« Sur un plan proprement sécuritaire, la menace djihadiste est à son paroxysme. Le 9 janvier 2013, les mouvements djihadistes, forts de leur suprématie, avaient poussé leur avantage plus au Sud en annexant Konna, à 55 km de Mopti. »*⁴

L'absence de l'État dans les régions dites du centre a permis aux djihadistes de remplacer l'État dans ses missions régaliennes. *« La katiba Macina a développé depuis 2015 une stratégie d'expansion et de contrôle territorial des zones du Centre et en particulier les zones les plus difficilement accessibles des régions inondées du delta du Niger. Depuis 2015, le groupe mène une stratégie d'exécutions ciblées et d'enlèvements des représentants de l'État (forces de défense et de sécurité, agents des eaux et forêts, conseillers municipaux, magistrats, enseignants, etc.) et de notables y compris religieux ou des « collaborateurs » suspectés d'avoir donné des informations aux autorités maliennes, visant au désengagement de l'État et à son remplacement dans ses fonctions régaliennes : sécurité, justice, économie, éducation. Seules les structures de santé, nécessaires au groupe et ses soutiens, échappent à cette éradication. À la fin de l'année scolaire 2018, en raison de l'insécurité résultant des menaces et des attaques de groupes extrémistes violents, 478 écoles étaient fermées dans les régions de Mopti et de Ségou (soit 68 % des écoles de l'académie de Mopti), ce qui représentait 65 % des écoles fermées du pays. »*⁵

« Cette stratégie a permis entre 2015 et fin 2017 au groupe d'Amadou Koufa d'exercer un contrôle effectif de larges zones dans le centre du pays. Bénéficiant d'un large réseau de soutien et sans occuper militairement les villes et les villages, le groupe impose pourtant sa loi et remplace de facto les autorités. Ils s'en prennent également aux civils et aux populations auxquels ils accordent leur « protection » ; rendent la justice en imposant la loi islamique (sharia) ; règlent les contentieux en matières foncières, sociales et pénales ; gèrent l'accès aux ressources, notamment les pâturages et prélèvent des taxes (zakat) ; et imposent un mode

⁴ Op.cit.

⁵ Rapport du Secrétaire général des Nations unies, S/2018/866, 25 septembre 2018

de vie religieux radical (prières obligatoires) particulièrement à l'égard des femmes (tenue vestimentaire, comportement, obligations, etc.). »⁶

Dans les zones sous l'influence des djihadistes, les djihadistes imposent leur propre mode de gouvernance différent du mode de gouvernance incarné par l'État. Ils imposent à la population l'application stricte de la religion musulmane, et tranche les contentieux et les litiges selon la religion et non selon les lois de la république. Dans certaine localité du centre, où les populations ont été longtemps pillées par ceux qui représentaient l'État, voient en eux des libérateurs.

⁶ Fédération Internationale des Droits de l'homme ; Dans le centre du Mali, les populations prises au piège du terrorisme et du contreterrorisme. Rapport d'enquête

ZONE D'INTERVENTION	MOUVANCE IDEOLOGIQUES	ANNEE D'APPARITION	DENOMINATION ET ORIGINE DES GROUPES JIHADISTES		LES GROUPES ACTIFS EN 2017	
Zone Algérie	Mouvance Algérienne					
		1991	Crise du FIS		Violence résiduelles (Algérie)	
		1992	Naissance du GIA			
		1998	Scission au sein du GIA /naissance du GSPC			
Zone du Nord Mali des trois frontières	Mouvance AQMI et affiliation					
		2007	GSPC se rebaptise Aqmi (Alqaida au Maghreb Islamique)		<u>Aqmi</u> Nord Mali et Algérie /Libye	
		2011	MUJAO Mouvement pour l'Unicité de Dieu et le Jihad en Afrique de l'Ouest est né au Mali	2013 Fusion = Les Mourabitounes	<u>2017</u> <u>Groupe de soutien à l'islam et au Musulmans (GSIM)</u> Espace G5 et hors G5	
		2012	Signataires par le sang (Scission de AQMI)			
		2012	Ansar Dine de Iyad Ag Ghali (Touareg)		<u>Ansar Al Sharia</u> Plus ou moins actif et localisé	
			Aqmi au Sahel (émirat au sahel)			
		2015	Katiba Macina /FLM 2015 (peul)		<u>Ansar Al islam Burkina</u>	
		2012	Ansar Al Sharia Principalement arabe malin de Toumbouktou			
		2016	Ansar Al islam Peul Burkina			
	Etat Islamique					
		2017	Au Mali Etat islamique dans le grand Sahara Scission de Mourabitoune		<u>Etat islamique dans le grand Sahara</u> Niger	
Zone du Bassin du lac Tchad Apparition		2002	Naissance Boko Haram	2015 allégeance à Etat islamique I	<u>BH dans ces 2 branches</u> Lac Tchad	
		2016	Scission de BH			
	Non affilié					
	Fraction Shakau					

La bibliographie

Ouvrages et Articles

1. Adam Thiam ; Centre du Mali : enjeux et dangers d'une crise négligée
2. Fédération Internationale des Droits de l'homme : Dans le centre du Mali, les populations prises au piège du terrorisme et du contreterrorisme.
3. Institut d'étude de sécurité, Jeunes « djihadistes » au Mali Guidés par la foi ou par les circonstances ? note d'analyse 89, Aout 2016
4. Rapport du Secrétaire général des Nations unies, S/2018/866, 25 septembre 2018.

Webographie

www.hdcentre.org

www.fidh.org

www.un.org/sg/fr